

100

A N S  
 NOTRE HISTOIRE  
 A DE L'AVENIR

1890-1990



LA CHAMBRE DE  
 COMMERCE DE SHERBROOKE

La Tribune, Sherbrooke, jeudi 25 octobre 1990



## LA CHAMBRE DE COMMERCE: UNE VISION À LONG TERME DE LA QUALITÉ DE VIE À SHERBROOKE

Comme pour bien d'autres associations largement basées sur le bénévolat, la Chambre de Commerce de Sherbrooke a connu des fluctuations importantes dans l'enthousiasme de ses membres. Dans une de ces périodes «creuses» durant lesquelles les dirigeants se demandent ce qui pourrait faire revivre l'intérêt pour une Chambre, plus précisément en 1925, on a pensé que l'on pourrait tirer parti d'exemples américains de chambres de commerce, qui avaient élargi leurs préoccupations traditionnelles vers le commerce et l'industrie et qui avaient mis l'accent sur le développement global de la communauté.

En fait, dès ses origines, le Sherbrooke Board of Trade avait, sans nécessairement le systématiser, commencé à s'intéresser au développement de la qualité de vie à Sherbrooke. Un des quatre comités permanents de l'équipe de direction de 1895 était celui dit «local improvement». Et, pendant un siècle, la Chambre de Commerce développera une tradition de sensibilité à l'égard de l'environnement urbain afin de rendre la ville de Sherbrooke plus belle, plus saine, plus agréable, plus accessible.

La modernisation du système de communication et de transport dans la ville avait certes des avantages économiques: mais l'action de la Chambre a contribué indéniable-

ment à fonctionner dans un cadre planifié. Dès 1897, le Board tentait de résoudre le problème de circulation sur la rue Wellington nord et proposait une voie parallèle de dédoublement, réalisée d'ailleurs trente ans plus tard avec la rue Grandes-Fourches. En 1906, campagne pour doter les traverses de chemins de fer sur la rue King de barrières sécuritaires; en 1910, campagne pour paver la rue Wellington; en 1922, première campagne pour doter la ville d'un deuxième pont sur la St-François et désengorger la rue King. Devant l'inertie des pouvoirs publics, on récidive en 1931. Le développement de l'automobile engorge le centre-ville commercial: la Chambre se bat pour qu'on règle le problème du stationnement et contribue ainsi à l'apparition en arrière de la rue Wellington nord de l'espace dit «de la Grenouillère».

En 1938, la Chambre de Commerce fait preuve d'initiative en proposant que la Ville se dote d'un plan d'ensemble d'urbanisme. La guerre 39-45 retarde la réalisation de ce projet, mais, après le conflit, la Chambre reviendra à plusieurs reprises avec ce thème. Les efforts répétés portent fruit: en 1956, la Ville de Sherbrooke confie à l'urbaniste LaHaye le soin de produire un plan de développement urbain intégré. Celui-ci terminera en 1960 le rapport qui sera, plus ou moins exac-

tement, la règle de référence pour de nombreuses actions de développement dans la ville durant les décennies suivantes, particulièrement en ce qui concerne les axes de la circulation en ville.

L'hygiène et la qualité du logement constituent aussi des préoccupations de la Chambre. La qualité de l'eau potable a longtemps laissé à désirer à Sherbrooke. La Chambre participe dès 1917 à des campagnes pour une eau pure à Sherbrooke, pour une usine de filtration et un système d'aqueduc modernes, des objectifs qui ne seront atteints qu'en 1963! En 1920, la Chambre presse la Ville d'établir le poste d'hygiéniste municipal et de réglementer le traitement des déchets. En 1930, elle demande un incinérateur pour les ordures. Aujourd'hui, on trouve un incinérateur polluant: rappelons-nous qu'en 1930, on y voyait un progrès par rapport aux tas de déchets qui pourrissaient dans les cours. En 1949, la Chambre mène une étude sur l'hygiène en ville et recommande que l'on contribue à l'établissement et au financement d'une unité sanitaire. En 1950, la Chambre propose la semaine annuelle de nettoyage en ville, début mai.

Le développement d'espaces verts ou de récréation dans le tissu urbain nous paraît évident pour une ville moderne mais ce sont des organismes comme la Chambre qui ont convaincu les Sherbrookoïses qu'il fallait investir dans ce type de travaux: en 1934, grande campagne de la Chambre pour des parcs avec piscines, avec terrains de jeux. Les années 30 favorisent d'ailleurs les grands travaux pour les chômeurs: les murs-promenades le long des rivières Magog et St-François datent de ce temps. En 1947, nouvelles pressions pour des terrains de jeux.

La pauvreté des années 30 avait favorisé la prolifération de taudis et de logements insalubres. La Chambre lance en 1937 une campagne pour abolir les taudis, une initiative



Barrage et centrale de Rock Forest, construits en 1911. Le Sherbrooke Board of Trade fut un partisan convaincu du développement hydroélectrique à Sherbrooke.

reprise en 38 par divers organismes et soulignée par une grande série de reportages-chocs dans LA TRIBUNE. Et en 1945, la Chambre favorise l'accès au logement pour les familles modestes et l'intervention des pouvoirs municipaux dans ce domaine.

Une des études les plus étoffées menées par la Chambre de Commerce date de 1950: elle a pour amorce le problème régulier des débordements de la Saint-François et les inondations printanières qui touchent le quartier est de Sherbrooke mais aussi des villes voisines comme Bromptonville ou Richmond. L'étude volumineuse, fruit du travail de quatre comités, propose un plan d'ensemble pour régulariser le débit de la rivière depuis sa source, pour minimiser l'impact des inondations, pour reboiser le haut du bassin de la rivière et pour embellir ses rives. Le mot n'était pas encore à la mode alors, mais la Chambre avait déjà à coeur à ce moment une vision écologique d'un problème, une approche environnementale globale.

Dès 1961, un des dirigeants de la Chambre, Denis Tremblay, siège à

la Commission de Consultation et de la planification de l'urbanisme de la Ville de Sherbrooke. Par ce canal privilégié, la Chambre pourra suggérer l'intérêt d'acheter le domaine Howard à des fins publiques, d'améliorer la circulation par des feux synchronisés, de procéder à la rénovation de la partie du quartier est proche de la St-François, de créer une piste cyclable le long du lac des Nations, etc...

De la revitalisation du centre-ville à la création d'espaces verts, de la lutte contre la dégradation de l'environnement aux campagnes pour supprimer les taudis et favoriser des logements décentes, la Chambre de Commerce de Sherbrooke n'a cessé ainsi, pendant un siècle, de voir plus loin que les intérêts économiques immédiats. Elle a lancé, parfois des décennies à l'avance, des idées, qui, reprises par d'autres organismes, puis par le conseil municipal, ont façonné le visage complexe mais attrayant de notre ville. La Chambre a vraiment cultivé une vision du développement à long terme de notre communauté. C'est un de ses titres de gloire.



Claude Savary, c.a.  
Le Groupe Mallette  
Membre du conseil d'administration  
de la chambre de commerce

« BRAVO POUR 100 ANS  
DE PARTENARIAT AUPRÈS  
DES ENTREPRISES SHERBROOKOISES ! »

*Claude Savary c.a.*

Magog  
295, rue Principale O.  
(819) 843-6595

Richmond  
70, rue Principale N.  
(819) 826-5185

Sherbrooke  
2727, rue King O.  
(819) 823-1616

Le Groupe  
Mallette



BDO  
Représentation  
internationale

# Fournier Demers

AVOCATS

«95 ANNÉES D'EXISTENCE»

Une place de choix dans le milieu du droit en Estrie et au Québec.

## HISTORIQUE

L'étude légale fut fondée, à Sherbrooke, en 1895, par Me Alfred Leblanc. Son fils, Me Albert Leblanc, c.r., bâtonnier du Québec, continue son oeuvre au sein du cabinet qui porte pendant plusieurs décennies le nom de Leblanc, Delorme, Barnard & Associés. Me Albert Leblanc, l'un des principaux fondateurs de l'Université de Sherbrooke, a laissé son nom au pavillon qui abrite aujourd'hui la Faculté de Droit. Son fils, Charles Leblanc, c.r., ancien vice-président exécutif de Bombardier, occupe aujourd'hui le titre d'avocat conseil de l'étude.

Au fil des ans s'ajoutent de nombreux avocats dont Me F. Edmund Barnard et Me Georges Savoie, qui ont quitté l'étude pour accéder à la magistrature à la Cour supérieure du Québec, ainsi que Me Pierre C. Fournier et Me Jean-Laurier Demers.

Aujourd'hui, cette étude légale compte onze avocats qui exercent sous la raison sociale:

## FOURNIER DEMERS

Suite 400, 455, rue King Ouest  
SHERBROOKE, Québec, J1H 5B9  
Téléphone (819) 569-9056  
FAX: (819) 569-1259



Édifice Sherbrooke Trust  
455, rue King Ouest, Bureau 400  
Sherbrooke (Québec)  
Canada, J1H 6E9

**PIERRE C. FOURNIER**, admis au Barreau, 1958. Éducation: Collège Ste-Marie et Université d'Ottawa (B.A., 1959); Université de Sherbrooke (LL.L., 1960, Médailles du Gouverneur Général du Canada et du Lieutenant-Gouverneur du Québec); Université Harvard (LL.M. 1962). Chargé de cours en Droit, Université de Sherbrooke, 1962-1965; 1974-1978. Membre de l'Association du Barreau de St-François, du Québec et du Barreau Canadien; membre de la Chambre de Commerce de Sherbrooke. Membre des conseils d'administration: du Sherbrooke Trust, du Centre Hospitalier Universitaire de Sherbrooke, du Centre de Recherche médicale de l'Université de Sherbrooke, de la Fondation Paul A. Fournier.

**JEAN-LAURIER DEMERS**, admis au Barreau, 1969. Éducation: Collège Ste-Marie et Université de Montréal (B.A., 1964); Université de Sherbrooke (LL.L. 1968). Chargé de cours École professionnelle du Barreau du Québec, 1979-1988. Membre de l'Association du Barreau de St-François (premier conseiller 1978-79; bâtonnier 1979-80), Barreau du Québec (membre du conseil général, 1978-1980); Association du Barreau Canadien (membre du conseil national, 1975-1981; membre du conseil québécois 1975-1981; membre des sections: Droit de travail, Administration de cabinets d'avocats (président provincial 1978-1980); membre du Barreau américain (associé international) sections: Assurances, Droit de travail, Négligence et compensation et litiges. Membre du «Defense Research Institute».

**MARTIN BUREAU**, admis au Barreau, 1975. Éducation: Séminaire St-Charles (D.E.C. 1971); Université de Sherbrooke (LL.L., 1974, Prix du Barreau du Québec). Chargé de cours Faculté de Droit, Université de Sherbrooke, 1978-1985; École professionnelle du Barreau du Québec, 1976-1988; Institut des Banquiers Canadiens, 1983-1986. Membre de l'Association du Barreau de St-François (premier conseiller, 1989-1990; bâtonnier actuel); Barreau du Québec (membre du conseil général, 1989-); Association du Barreau Canadien (conseil québécois, 1989-); membre honoraire à vie de la Fondation du Centre Notre-Dame-de-l'Enfant.

**LUC-R. BORDUAS**, admis au Barreau, 1979. Éducation: Collège Bourchemin (D.E.C.); Université de Sherbrooke (LL.L., 1978). Chargé de cours Faculté d'Administration, Université de Sherbrooke, 1981-1985; Institut des Banquiers Canadiens, 1983-1986; École professionnelle du Barreau du Québec, 1981-1988. Membre de l'Association du Barreau de St-François (président du comité de formation permanente, 1985-1987); Barreau du Québec (membre du comité sur l'incorporation des cabinets d'avocats, 1986-1987); Association québécoise de planification fiscale et successorale (conférencier et membre du comité d'organisation); «Canadian Tax Foundation»; Chambre de Commerce de Sherbrooke (conseil d'administration 1989-); Fonds du Patrimoine estrie (président, 1987-89). Secrétaire et membre du conseil d'administration, compagnie McMahon-Essaim, 1985-1986; secrétaire général de Groupe Essaim (chaîne de pharmacies Essaim) 1987-).

**FRANK BARNARD**, admis au Barreau, 1972. Éducation: Université de Sherbrooke (B.A., 1968; LL.L., 1971). Chargé de cours École professionnelle du Barreau du Québec, 1976-1986; Institut Canadien des Banquiers, 1983. Membre de l'Association du Barreau de St-François (conseiller 1983-1984; premier conseiller 1984-1985; bâtonnier, 1985-1986); Barreau du Québec (membre du conseil général, 1984-1986); Association du Barreau Canadien.

**MARCEL LACROIX**, admis au Barreau, 1948. Éducation: Séminaire St-Charles (B.A. 1970); Université d'Ottawa (LL.L., 1973). Membre de l'Association du Barreau de St-François et Barreau du Québec.

**MARC SAVOIE**, admis au Barreau, 1981. Éducation: Séminaire St-Charles (D.E.C., 1974); Université de Sherbrooke (LL.L., 1981). Chargé de Cours, École professionnelle du Barreau du Québec (1989-). Membre de l'Association du Barreau de St-François et Barreau du Québec.

**MICHÈLE ÉMOND**, admise au Barreau, 1988. Éducation: CEGEP de Sherbrooke (D.E.C., 1984); Université de Sherbrooke (LL.B., 1988). Membre de l'Association du Barreau de St-François et Barreau du Québec.

**FRANÇOIS ST-ARNAUD**, admis au Barreau, 1989. Éducation: CEGEP de Trois-Rivières (D.E.C., 1985); Université de Sherbrooke (LL.B., 1988). Membre de l'Association du Barreau de St-François et Barreau du Québec; Chambre de Commerce (délégué).

**CARMEN KELSEY**, admise au Barreau, 1988. Éducation: CEGEP de Sherbrooke (D.E.C., 1983); Université de Sherbrooke (LL.B. 1986); Université de Bordeaux (D.E.A. 1988). Membre de l'Association du Barreau de St-François et Barreau du Québec.

## CONSEIL

**CHARLES LEBLANC, C.R.**, admis au Barreau, 1953. Éducation: Université d'Ottawa (B.A., 1949); Université de Montréal (LL.L., 1952). Nommé Conseiller de la Reine, 1962. Vice-président exécutif de Bombardier Ltée, 1964-1979. Association des Manufacturiers Canadiens (conseil d'administration, vice-président, section du Québec, 1978-1979); Association des Exportateurs canadiens (administrateur). Membres de l'Association du Barreau de St-François (bâtonnier, 1969-70), Barreau du Québec et du Barreau Canadien; Fondation de l'Université de Sherbrooke (vice-président et président du comité de gestion, 1989-); Centre d'Arts Orford (vice-président); Fondation J. Armand Bombardier (gouverneur).

L'étude légale «FOURNIER DEMERS» exerce le Droit dans les domaines suivants: Droit civil, litiges et contrats; Droit corporatif, commercial et fiscal; Droit du Travail; Droit des Assurances; Droit municipal; Droit bancaire; Droit immobilier; Droit de la Construction; Droit de Faillite; Droit successoral; Droit matrimonial.

Elle compte parmi sa clientèle de nombreuses et importantes institutions financières et bancaires, corporations municipales, corporations commerciales, institutions d'enseignement, firmes comptables, compagnies d'assurances, sans oublier l'ensemble des individus, gens d'affaires, commerçants ou autres, qui constituent également une part importante de sa clientèle.

Publi-reportage

20654



# LA CHAMBRE DE COMMERCE A FAÇONNÉ LE VISAGE MANUFACTURIER DE SHERBROOKE

Le développement des Chambres de commerce au Québec est contemporain du grand élan d'industrialisation et d'urbanisation de la fin du siècle dernier. En 1887 était créée la Chambre de commerce du district de Montréal et, à Sherbrooke, le 28 septembre 1889, soixante-cinq hommes d'affaires se réunissaient pour jeter les bases de ce qui allait s'appeler le Sherbrooke Board of Trade. L'organisme reçut son incorporation d'Ottawa le 15 janvier 1890.

Fondé principalement par des commerçants et des industriels, le Board répondait d'instinct à une des appréhensions du milieu des affaires sherbrookoises: Sherbrooke va-t-elle être défavorisée comme lieu d'investissements manufacturiers dans la course que se livrent toutes les villes canadiennes pour accueillir les filiales des compagnies américaines industrielles? Comment faire connaître les avantages économiques de Sherbrooke? Ses atouts dans les moyens de transport, dans la qualité de la main-d'œuvre, dans la proximité des matières premières, dans le bassin de population régional, dans la diversité de ses institutions et services?

Ces préoccupations demeureront une des grandes constantes de l'activité de la Chambre pendant un siècle. À peine formée, le Board of Trade doit faire face à une baisse soudaine des emplois manufacturiers à Sherbrooke. La compagnie Edison, qui fabrique des ampoules électriques, songe à quitter la ville, seulement un an après son installation. C'est qu'une ville d'Ontario a fait des approches auprès d'Edison pour qu'elle déménage ses installations là-bas... Peterboro offre des subventions d'installation et des exemptions de taxes municipales. La Chambre de commerce de Sherbrooke, président Andrew Paton en tête, rencontre les dirigeants de la firme, essaie de convaincre le conseil municipal de rivaliser avec Peterboro pour des subventions... Peine perdue, Edison part en Ontario.

Le Board tire les leçons de cette amère «première». Il va finir par convaincre les citoyens influents et les conseillers municipaux que Sherbrooke doit mettre de l'argent si elle veut rester dans la course aux manufactures. La nouvelle politique dite des «bonus» en est le résultat. Pendant près d'un quart de siècle, Sherbrooke va attirer ou conserver des manufactures par des exemptions de taxes, des terrains gratuits et, une fois les services d'eau et d'électricité municipalisés, par des tarifs réduits pour ces services. La ville y va aussi de subventions pures et simples ou de garanties sur des emprunts. En retour, elle exige des manufactures ainsi aidées le maintien d'un certain niveau d'emplois et de salaires.

Les premiers bénéficiaires de ces subventions à l'industrie furent des manufacturiers locaux, en fait les deux plus grosses firmes de la ville à

l'époque: la filature de laines Paton et le fabricant de machines industrielles Jenckes. Mais le procédé fut davantage utilisé pour attirer de nouvelles manufactures à Sherbrooke. Citons parmi les firmes qui répondirent favorablement à ces avances: l'usine de salaires Hovey Bros., la firme de balance Fairbanks, l'usine de compresseurs Ingersoll-Rand, celle de coton pour pneumatiques Connecticut Cotton, la MacKinnon Steel, la Peerless, la Kayser, etc.

Dans tous ces cas, le Board of Trade jouait le rôle d'agent actif de Sherbrooke. Des membres du conseil d'administration du Board, souvent des industriels eux-mêmes, faisaient jouer leurs relations d'affaires en Ontario ou aux États-Unis pour contacter des manufacturiers étrangers. Ils leur donnaient de l'information sur Sherbrooke, sur les facilités ferroviaires, bancaires, institutionnelles de la ville. Si un manufacturier était intéressé, ils allaient le rencontrer, parfois avec le maire ou un conseiller, qui pouvait témoigner des possibilités de subventions municipales. Ce travail de prospective, de contacts et de négociations était fait par des membres du Board avec des moyens modestes, souvent en y mettant de leur poche.

C'est ainsi que l'idée de doter la municipalité elle-même d'un agent qui remplirait ces fonctions fit son chemin parmi les dirigeants du Board. Vers 1910, la question était claire: pourquoi Sherbrooke n'aurait pas un commissaire industriel comme quelques villes des États-Unis? Cette année-là, désireux de relancer leur organisme et d'attirer de

nouveaux membres, le dirigeants du Board invitèrent à Sherbrooke un de ces commissaires, Woodworth Clum, de Rochester, état de New-York. Sa conférence eut un impact énorme. Clum adorait les formules-choc qu'il assaisonnait d'une sauce évangélique: «Allez prêcher l'évangile de Sherbrooke»: voilà le rôle d'une Chambre de Commerce, disait-il. Il faut «annoncer» votre ville, penser pour votre ville. Votre slogan? «Faites-le pour Sherbrooke!» Unissez-vous pour un plus grand Sherbrooke.

La conférence organisée par le Board fut plus que des paroles en l'air car, avec l'aide du quotidien **The Record**, le Board parvint à rassembler un fonds de 4 000 dollars pour le salaire et les frais de dépenses d'un commissaire industriel. La Ville de Sherbrooke, entraînée par le mouvement, y allait aussi de 2 000 dollars. Les idées fusent de partout constituer des réserves de terrains industriels, rendre la ville plus propre et plus attirante, lancer une campagne publicitaire dans toute l'Amérique du Nord sur le thème: «Sherbrooke, THE ELECTRIC CITY». L'initiative du Board fut certainement pour quelque chose dans la remarquable croissance industrielle que connut Sherbrooke entre 1910 et 1920.

Cette vocation de favoriser la venue de manufactures et la croissance d'emplois industriels explique la ténacité du Board à appuyer les projets de construction de nouvelles centrales électriques comme celles de Weedon en 1920 et de Westbury en 1927 ou de Bromptonville (celle-ci ne fut pas réalisée) en 1950.

Dans les années 1920, le Board ne

## LE SHERBROOKE TRUST MET DU SUCCÈS DANS VOS AFFAIRES

Communiquez avec l'un de nos conseillers financiers ou notre directeur

**A Sherbrooke:** 75 Wellington Nord, J1H 5B5  
455, King Ouest, J1H 6E8  
Place Belvédère, J1H 4B5  
2727 King Ouest, J1L 1C2  
Carrefour de l'Estrie, J1L 1K1

563-4011  
822-9555  
563-3447  
566-6212  
563-3331

**A Magog:** 289 Sherbrooke, J1X 2R9

843-4040

### SHERBROOKE TRUST

Membre du groupe  TRUSTCO GENERAL



Rue Wellington nord en 1898. Le Sherbrooke Board of Trade avait l'âge du téléphone, de l'électricité, du tramway. Il fallait bientôt faire campagne pour le pavage de cette rue commerciale.

fut plus en mesure de payer la plus grande partie des frais du commissaire industriel. Elle céda la tâche à la Ville, qui hésita longtemps à financer systématiquement ce type d'emploi. La Chambre de Commerce reviendra à la charge en 1928, puis, en pleine crise, en 1936, avec ses requêtes pour l'établissement d'une Commission industrielle à Sherbrooke et, en 1945, pour que Sherbrooke ait un exposition indus-

trielle permanente (un rêve qui se concrétisera dans les années 60 au Domaine Howard. Dans les années 30, c'est la Chambre qui attirera à Sherbrooke la Carnation, dans les années 50, la Lowney. Et toujours elle se bat pour garder des terrains industriels importants et s'oppose à l'utilisation à d'autres fins de ces terrains: aussi n'était-elle pas chaude à l'idée de voir se construire le motel Le Baron rue King ouest,

dans les années 60, ni de transformer à usage commercial le site de la Lowney en 1990. Tout en étant consciente de l'importance économique des autres secteurs d'activités, la Chambre de Commerce de Sherbrooke, un organisme capable de s'appuyer sur une vision et sur une pratique à long terme, n'a jamais perdu de vue que la fonction manufacturière de Sherbrooke était une des clés de son développement.

## ANCIENS PRÉSIDENTS DE LA CHAMBRE

- |                                 |                           |
|---------------------------------|---------------------------|
| 1939 W.L.R. Stewart             | 1978 Louis Lagassé        |
| 1940 (suspension des activités) | 1979 Guy Champagne        |
| 1941 L.W. Dixon                 | 1980 Pierre Robert        |
| 1943 George Carr                | 1981 Wilfrid Morin        |
| 1946 J.A. Archambault           | 1982 Marc Gendron         |
| 1948 M.T. Stenson               | 1983 Patrice Simard       |
| 1948 Alex Allard                | 1984 Richard Labrosse     |
| 1949 G.M. Young                 | 1985 Dennis Wood          |
| 1951 L.A. Gaudreau              | 1987 Richard Miquelon     |
| 1952 Harry Walker               | 1988 Réal Létourneau      |
| 1953 Gilbert Rhéaume            | 1989 Jean-Paul Longchamps |
| 1954 John L. Blue               | 1990 Michel Lavoie        |
| 1955 Eugène Gingras             |                           |
| 1956 Gordon LeBaron             |                           |
| 1957 Col. Sarto Roy             |                           |
| 1958 John A. York               |                           |
| 1959 Claude Genest              |                           |
| 1960 Leonard A. Curtis          |                           |
| 1961 Jean-Louis Gauthier        |                           |
| 1962 Herbert A. Simons          |                           |
| 1963 Gontran Guillemette        |                           |
| 1964 Ernest F. Grisby           |                           |
| 1965 Jacques Lemieux            |                           |
| 1966 Roy J. Scholes             |                           |
| 1967 Gaston Audet               |                           |
| 1968 Bruce D. Allanson          |                           |
| 1969 Yvan L. Bureau             |                           |
| 1970 Thomas W. Leonard          |                           |
| 1971 Yvon Sirois                |                           |
| 1972 Ulric Chagné               |                           |
| 1973 Louis Faucher              |                           |
| 1974 Émile Bouvier S.J.         |                           |
| 1976 Gaston Beaudoin            |                           |
| 1977 Denis Bertrand             |                           |

# CONSTRUCTION LONGER INC.

ENTREPRENEUR GÉNÉRAL EN CONSTRUCTION



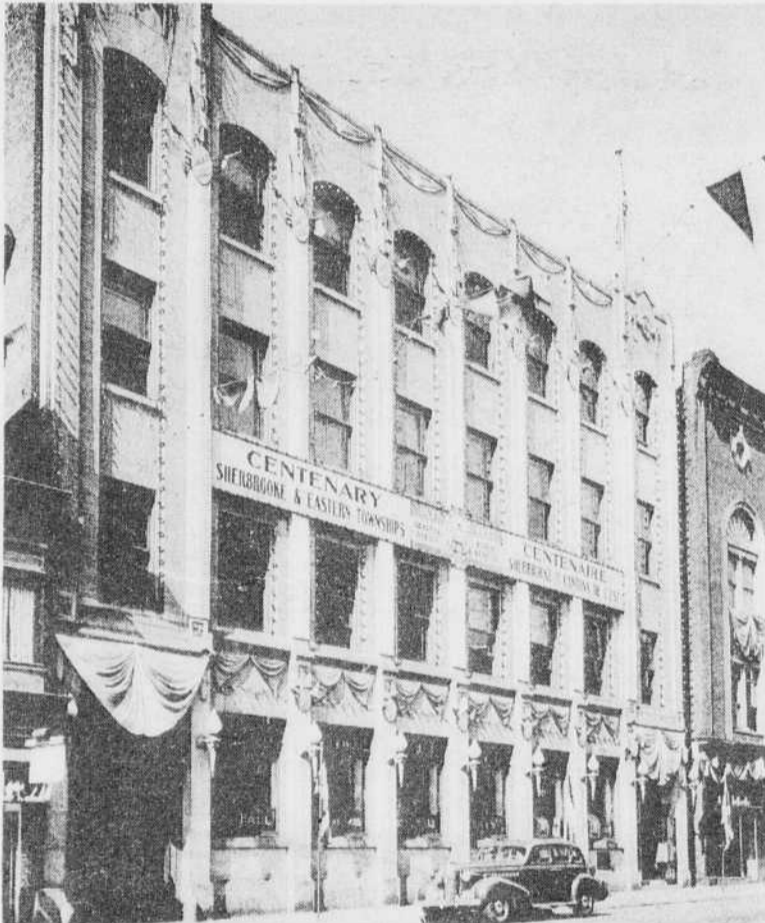
● FIABILITÉ ● SERVICE ● QUALITÉ

Jean-Paul Longchamps, président ● Jean-Guy Auger, vice-président

1333, boul. Mi-Vallon, Rock Forest, QC

(819) 564-0115 ● Fax: (819) 564-3178

## LA CONCERTATION EN VUE DU BIEN COMMUN: UNE TRADITION DE LA CHAMBRE



La Chambre de Commerce n'est pas un organisme décisionnel, ni un regroupement professionnel au sens strict. Elle n'a pas les pouvoirs d'un conseil municipal, ni la cohésion d'une corporation professionnelle ou d'un syndicat. Elle n'a pas un recrutement assuré ni des ressources statutaires. Elle dépend en grande partie du bénévolat de ses membres les plus concernés. Sans cesse, il faut faire face à l'apathie des membres, à la rareté des ressources financières, au manque de participation ou d'intérêt des gens d'affaires pour des actions parfois éloignées ou opposées même aux intérêts immédiats de chacun.

La Chambre de Commerce a vécu intensément ces crises d'identité et de fonctionnement, qui sont le lot de toutes les associations volontaires. Mais, son existence 100 ans après sa fondation, sa présence dynamique dans le paysage associatif sherbrookoise, sont la preuve qu'elle a toujours pu susciter dans le milieu un renouveau du dynamisme pour le progrès de la communauté.

En 1901, seuls 14 membres assistent à l'assemblée générale annuelle. Par contre, les grands projets de publicité pour Sherbrooke lancés par la campagne du Board en 1910, attirent 160 nouveaux membres. Le problème du financement fut souvent crucial: en 1895, on se demande s'il faut baisser la cotisation annuelle de 5 à 3 dollars pour attirer des industries nouvelles à Sherbrooke. En 1924, déclin du membership, qui ne fera que s'accroître avec la crise économique pendant les années 30.

En 1939, la Chambre est moribonde. Pendant 16 mois, elle agonise. Mais elle retrouve vie en 1941, année où ses 250 membres cotisants lui assurent un budget de fonctionnement de 5000 dollars par an. À partir de 1950, la commandite complète les cotisations pour financer, par exemple, la publication d'un bulletin de liaison: «L'Abeille-The Bee». Avec les années, elle a pu se

doter d'un secrétariat permanent mais il reste que la volonté de bénévolat, le prestige des personnalités dirigeantes, la visibilité de la Chambre dans les débats, sa représentativité dans le milieu ont toujours rendu la Chambre de Commerce active, donc vivante.

Un des paradoxes de la vie de la Chambre, c'est son souci de la concertation dans la communauté et auprès des décideurs afin que l'on puisse dépasser les conflits et les intérêts inhérents au fractionnement de la société en groupes. Souvent, la Chambre fut active dans ces grands rassemblements d'opinion, au niveau sherbrookoise autant que régional. Parfois même, elle a mis au monde des organismes de concertation, dont elle a eu parfois la difficulté à se séparer pour retrouver sa propre vocation originale. Parfois, elle a dû faire face à de la division dans ses rangs ou accepter la concurrence d'organismes parallèles.

Ainsi, en 1910, alors que les communautés canadienne-française et anglophone de Sherbrooke, représentant 65% et 35% de la population, sont souvent à couteaux tirés pour le contrôle des politiques municipales, un groupe d'hommes d'affaires francophones quittent le Board of Trade pour fonder la Chambre de Commerce française de Sherbrooke. Scission brève, car l'unité se refait deux ans plus tard. La section «junior» de la Chambre ou Chambre cadette se développa en organisme distinct à partir de 1934. Et, plus près de nous, la Maison de l'Industrie, le Regroupement des femmes d'affaires, l'apparition de chambres de commerce dans les municipalités de banlieue ont divisé en familles parfois séparées le membership naturel de la Chambre.

Ce souci de concertation, surtout à l'échelle régionale, est un des grands thèmes de réflexion de la Chambre à la fin des années 1950, quand Sherbrooke se met à perdre un certain nombre de ses industries

manufacturières traditionnelles. Avec la réflexion d'un certain nombre de spécialistes universitaires en aménagement régional, comme les Cazalis, Bouvier, Philponneau, la Chambre travaille l'idée d'un Conseil économique régional. Le 2 octobre 1961, elle lance le projet et invite des organismes divers et des municipalités de la région à s'intéresser au projet. La Chambre travaillera ainsi en concertation pour façonner les statuts, la structure, la nature des pouvoirs de l'organisme. Une grande partie du travail de son secrétaire général, Henri Beaudot, est consacré à la coordination de cet organisme naissant. En novembre 1965, c'est l'assemblée constituante du Conseil économique régional des Cantons de l'Est (CERCE), dont Rosario Cousineau devient premier président. La Chambre tout en étant présente comme observatrice, peut se détacher du nouvel organisme, non sans un questionnement. La Chambre est-elle encore utile maintenant qu'existe le CERCE? Des présidents de la Chambre, Jacques Lemieux, Émile Bouvier, deviennent d'ailleurs présidents du CERCE. Mais cet organisme, devenu plus tard le Conseil régional de développement, évoluera selon une dynamique particulière et à une échelle différente de la Chambre, qui retrouvera son style et ses champs d'action spécifiques avec les années.

Avec son alternance de présidents anglais et français jusqu'en 1970, avec ses conférenciers tantôt anglophones, tantôt francophones, avec des conseils d'administration dans lesquels anglais et français se retrouvaient statutairement à égalité, avec son bulletin bilingue, la Chambre de Commerce a concrétisé à Sherbrooke cette tradition de la bonne entente entre les deux communautés linguistiques et culturelles de la région.

(voir page 11)

# FÉLICITATION

POUR LES 100 ANS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE SHERBROOKE



**BISHOP'S**  
UNIVERSITY

20701

## StandishDesign

Signatures  
corporatives

Brochures

Rapports annuels

Dépliants

Communication  
Graphique

85 Belvédère Nord  
Sherbrooke, Québec  
Place Andrew-Paton  
Tél.: 819.822.0515  
Fax.: 819.822.4376

# Quelque chose vous échappe?



**Faltec**  
**822-3777**

66, rue Albert, Bureau 21  
Sherbrooke, Qc, J1H 1M9

- Consultation et développement informatique
- Systèmes de gestion conçus pour la PME
- Didacticiels pour l'enseignement
- Centre de dépannage et formation

**Simplifiez-vous la vie... Faltec... C'est logique**

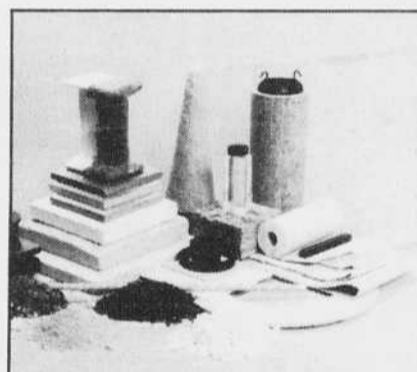
20655

**Bon anniversaire et hommage à votre volonté d'enracinement au sein du monde des affaires estrien!**



Tout comme la Chambre de commerce de Sherbrooke, la firme ceram-sna inc. apporte sa contribution à l'essor économique de la région.

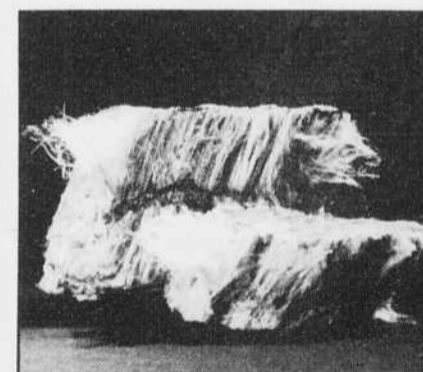
Ceram-sna inc. qui célèbre cette année son 10e anniversaire d'existence, est fière de ses racines bien ancrées dans la région.



Applications pratiques de nos recherches

Situé rue Garlock dans le parc industriel de Sherbrooke et employant une quarantaine de personnes, ceram-sna inc. est le plus important centre de recherche consacré à l'amiante au monde. Apporter un soutien technique à l'industrie de l'amiante et en étendre le marché par le biais du développement de nouveaux produits, tel est l'objectif visé par cette firme.

Ceram-sna inc. travaille en étroite collaboration avec les industries privées. Après étude de projets susceptibles de conduire à la mise en marché de produits facilement commercialisables, l'industrie privée est alors invitée à s'associer au proces-



Amiante chrysotile

sus de recherche. Jusqu'à présent huit licences de fabrication de produits ont été accordées avec des entreprises principalement de la région.

**Apport économique dans la région:**

- création de 3 nouvelles P.M.E.
- création de 45 nouveaux emplois
- investissement de plus de 5 millions

4125, rue Garlock  
Sherbrooke (Québec)  
Canada, J1L 1W9  
(819) 566-5977  
Télécopieur: (819) 566-5383

**CERAM-SNA**



24 OCTOBRE 1989

Lancement des activités du Centenaire. M. Michel Lavoie, vice-président exécutif de Sherbrooke Trust et président du Comité du Centenaire.



25 JANVIER 1990

M. Jean-Paul Pelletier, maire de Sherbrooke, prononce la première conférence de la nouvelle année. L'épinglette rappelant le centième anniversaire d'existence de la Chambre de commerce est présentée au public à cette occasion.



Souper-causerie de la Semaine de la PME 1989 où M. Michel Forget, Président d'honneur, nous a parlé d'entrepreneurship. Soirée organisée en collaboration avec la Banque fédérale de développement.



20 FÉVRIER 1990


Le député de Sherbrooke à la Chambre des communes, M. Jean Charest, entretient les membres de la Chambre de commerce des perspectives économiques régionales en 1990.



13 MARS 1990

Animé par M. Jean-Luc Mongrain, le Forum sur le leadership économique du Sherbrooke métropolitain réunit quelque 150 intervenants économiques de la région pour discuter concertation et développement économique.

La Tribune, Sherbrooke, jeudi 25 octobre 1990

 **RAYMOND, CHABOT,  
MARTIN, PARÉ**  
**LA FORCE DU CONSEIL**

*Félicitations!*


*La Chambre de commerce de Sherbrooke,  
un instrument de développement nécessaire.*

455, rue King Ouest  
bureau 500  
Sherbrooke (Québec)  
J1H 6G4  
Tél. (819) 822-4000  
Fax: (819) 821-3640

2144, rue King Ouest  
bureau 240  
Sherbrooke (Québec)  
J1J 2E8  
Tél. (819) 822-1515  
Fax: (819) 822-1524

20306

**PRPD ASSURANCES**  
**PERREAU**  
**ROUILLARD**  
**PRESSEAU**  
**DUPRAS** *liée*  
1680, King O., Sherbrooke, Qc 563-0363



Nous sommes fiers d'être membres de la  
Chambre de commerce de Sherbrooke et d'offrir  
nos plus cordiales félicitations pour ce

**100e anniversaire!**

20065

S B



23 AU 27 AVRIL 1990

Blitz de recrutement du Centenaire: l'objectif de 100 nouveaux membres est atteint. «L'entrepreneurship» se manifeste ici par le dynamisme avec lequel le Comité de recrutement s'engage à fond dans ses tâches bénévoles.



4 MAI 1990

À l'occasion du Gala du Centenaire, M. Yvon Dubé, ex-éditeur de «La Tribune», est nommé Grand Estrien 1990. À gauche sur la photo apparaît M. Marc Bureau, Grand Estrien 1989, lui remettant le trophée.



1er MAI 1990

M. le premier ministre Robert Bourassa accepte l'invitation de la Chambre à l'occasion de son Centenaire d'existence. On le retrouve après son allocution aux côtés du Président de la Chambre, M. Jean-Paul Longchamps.



Il a également été possible lors du Gala du Centenaire de souligner la contribution d'entreprises piliers du grand Sherbrooke dans les catégories commerces, services, manufactures et institutions publiques et parapubliques. Nous reconnaissons ici M. Jean-Paul Longchamps remettant le trophée «Institutions de 25 à 50 ans» au recteur de l'Université de Sherbrooke, M. Aldée Cabana.



15 MAI 1990

Dépôt des lettres d'appui à la création de l'usine de désencrage de la Kruger à Bromptonville à M. le Ministre de l'industrie, du commerce et de la technologie, M. Gérard Tremblay (au centre), en présence de Mme Madeleine Bélanger, députée de Mégantic-Compton, M. Jean-Paul Longchamps, président de la Chambre de commerce de Sherbrooke en 1989-1990, Mme Monique Gagnon-Tremblay, députée de St-François, et M. André J. Hamel, député de Sherbrooke.



18 MAI

Le Ministre de l'emploi, M. André Bourbeau, vient présenter aux membres de la Chambre le Programme d'aide et d'intégration à l'emploi pour bénéficiaires de l'aide sociale. Nous retrouvons sur la photo M. Jean-Pierre Kesteman nous livrant une page de l'histoire de la Chambre, comme à tous les repas-causerie de l'année du Centenaire.



**Cascades East Angus inc.  
désire saluer la  
contribution remarquable  
de la Chambre de  
commerce  
de Sherbrooke au monde  
des affaires estrien.**



8 AOÛT 1990

Le tournoi de golf du Centenaire a remporté un franc succès sous la présidence d'honneur de M. Jacques Gaudette du Groupe Gaudette (troisième en commençant à gauche). Y étaient présents M. Tom Cameron, du Groupe Gaudette, M. Jean Ménard, contrôleur à la Fédération des Caisses populaires de l'Estrie et Président du Comité organisateur du tournoi, M. Jacques Gaudette et M. Jean-Paul Longchamps, Président de la Chambre.



10 OCTOBRE 1990

Le PDG de Lévesque, Beaubien, Geoffrion et parrain des Conseils des ambassadeurs du réseau collégial, Pierre Brunet, nous livre sa vision du développement de la main-d'oeuvre spécialisée dans les entreprises québécoises.



21 SEPTEMBRE 1990

M. Jean-Paul Longchamps cède sa place comme président de la Chambre à M. Michel Lavoie, vice-président exécutif de Sherbrooke Trust. Président du Comité organisateur des activités du Centenaire, ce Sherbrookois d'adoption depuis deux ans s'est vite familiarisé avec notre milieu et a conquis nos gens d'affaires par son professionnalisme.



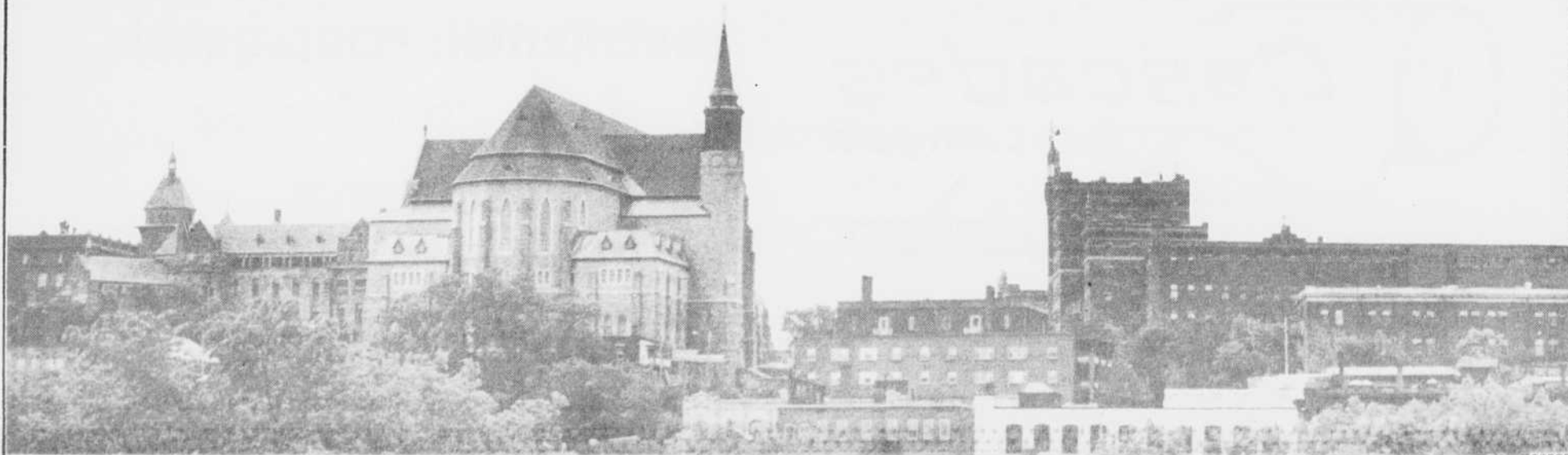
23 OCTOBRE 1990

La conférence de Serge Godin, Président du Groupe C.G.I. et président d'honneur de la Semaine de la PME, clôt avec éclat les activités du Centenaire de la Chambre de commerce de Sherbrooke.



Ville de  
Sherbrooke

*Félicitations à tous ces bâtisseurs dynamiques,  
dont les succès méritent d'être soulignés!*



## LA CHAMBRE DE COMMERCE DE L'AN 2000

Le village global de Marshall McLuhan, ce visionnaire de la fin des années 60, est en train de se concrétiser sous nos yeux. Nous sommes de plus en plus une grande famille et il nous est impossible d'ignorer les conflits des uns (Moyen Orient) et les réussites des autres (réunification des deux Allemagnes). Nous sommes tous affectés à plus ou moins brève échéance et il faut en tenir compte, comme individu, comme entreprise ou comme communauté, dans nos stratégies de développement. Penser globalement, ou localement, devient donc la devise des années 90.

Qu'il y ait regroupement de nos forces sur le plan métropolitain est déjà un pas dans la bonne direction. Que l'on apprenne à travailler ensemble, les forces vives du milieu, est une mesure d'économie qui garantit, par surcroît, efficacité et impact de la représentation.

À présent que nous disposons de ressources humaines et de services variés et en abondance, le défi des années qui viennent est de conjuguer ces énergies autour de défis com-



muns. Ils sont nombreux.

D'abord l'environnement. De plus en plus, l'humain des sociétés occidentales aspire à une qualité de vie que, théoriquement, le progrès technologique met à sa disposition. Cependant, cette qualité de vie est souvent entravée par toutes formes de pollution que seules la conscience du problème, la volonté d'agir et la concertation des efforts réussiraient à enrayer. Où en sommes-nous dans cette entreprise?

La recherche et le développement. On dit que la moitié et plus des emplois que nous occuperons en l'an 2000 ne sont pas encore créés à cause des découvertes et des progrès technologiques qui restent à venir. Toutes les entreprises ne disposent pas d'un budget de recherche et développement leur permettant d'être

à l'avant garde et d'innover constamment. Toutes les entreprises peuvent cependant être à l'affût de découvertes et de procédés nouveaux qu'il suffira d'adapter à leurs besoins.

Comment se porte l'innovation technologique dans nos entreprises? L'entrepreneur des années 90 et de l'an 2000 se doit donc d'avoir les pieds bien plantés dans sa réalité quotidienne et la tête résolument tournée vers l'avenir et branchée sur les courants mondiaux.

La Chambre de commerce, consciente de ces défis et de cet environnement, doit contribuer à l'évolution des entreprises et de leurs leaders. Elle doit favoriser les échanges, le partage des expériences, la circulation de l'information. Elle doit créer des événements susceptibles de rendre conscient et de provoquer l'action.

La Chambre de commerce demeurera un rassembleur des forces économiques du milieu. Elle suscitera constamment l'intérêt de ses membres à participer et, ce faisant, à contribuer à l'évolution de la communauté.

À l'aube d'un deuxième centenaire que les enfants de vos petits-enfants célébreront en l'an 2090, assurons-nous de poser aujourd'hui les gestes qui garantiront ce futur.

Le Président 1990-1991  
Michel Lavoie

## LA CONCERTATION

(suite de la page 6)

Cette capacité de s'appuyer indistinctement sur les deux groupes lui a donné l'habitude d'une vision large des problèmes de type nord-américain plus que local.

Au niveau sherbrookoise, dès les années 60, la Chambre avait été sensible à l'évolution de la gestion des grands centres urbains et à l'apparition des communautés urbaines. Même si l'idée d'une communauté urbaine sherbrookoise, regroupant Sherbrooke et les municipalités de banlieue, était prématurée en 1964 ou 1965, le souci de la Chambre, durant ces dernières années, demeure d'avoir du développement économique et humain de Sherbrooke une vision globale, non entravée nécessairement par des limites territoriales municipales. Le second siècle de la Chambre a bien des chances d'être celui d'une Chambre métropolitaine de Sherbrooke. Si l'historien ne peut rien dire de l'avenir, il peut au moins garantir que la tradition centenaire de la Chambre la prédispose à stimuler la concertation, à travailler pour le bien public, à oeuvrer dans des perspectives larges.

## UN ANNIVERSAIRE ÇA SE FÊTE!



Bague d'anniversaire en diamants.

Des diamants pour célébrer un amour qui dure toujours.

Ronald Fortier inc. Centre Ville

20017

**Nous sommes fiers  
de nous associer à une longue tradition  
de savoir-faire**

**Bureau et Bureau inc.**

600, rue Galt ouest, Sherbrooke, 569-9585

**MEUBLES  
SÉLECTION**

# MATELAS **HOUDE** inc.

## PLUS DE 50 ANS AU SERVICE DE L'ESTRIE ET DU QUÉBEC

Celle-ci a été fondée en 1935 par M. Alfred Houde qui dès 1938 associe son frère à son projet d'affaires où durant ces années, les Matelas Houde Inc. se spécialisait dans la réparation de matelas à ressorts et en coton.

En 1972, M. Michel Houde, achète l'entreprise pour démarrer au sous-sol de sa maison la fabrication de matelas neufs à ressorts de sa propre création.

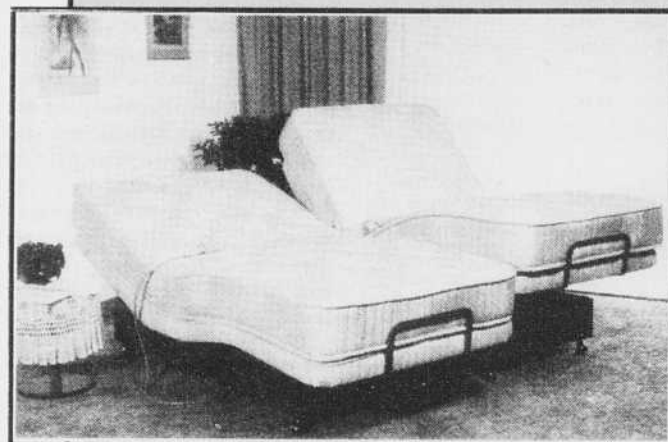
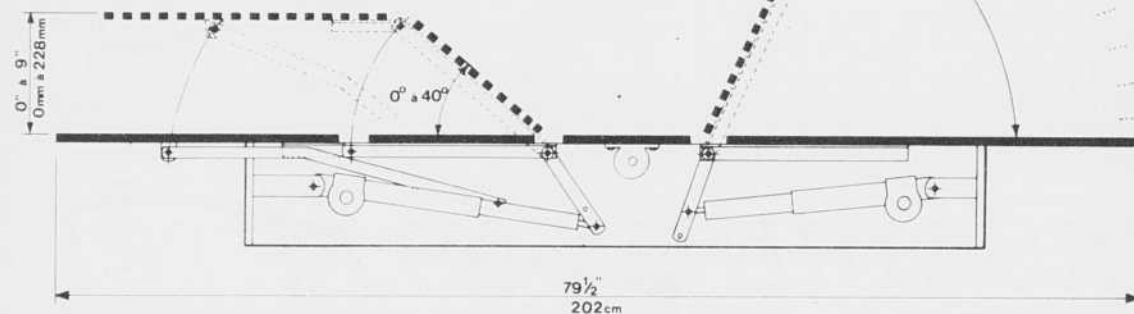
Durant une dizaine d'années, nous avons 5 employés, mais en 1985 M. Michel Houde achète une bâtisse que nous avons entièrement rénovée pour accroître notre production et concentrer la fabrication de nos produits.

Actuellement nous avons 15 employés et nous travaillons une variété de produits vendus à Sherbrooke, en Estrie et partout au Québec.

Cette année, nous ajoutons deux produits pour répondre aux nouveaux besoins des consommateurs:

- le lit André Viger
- la table de massage électronique.

### Une technologie digne de l'Excellence



**RABAIS DE 300'**

Notre plus bas prix de la saison 39 x 80 po.  
MATELAS EN SURPLUS, QUALITÉ AU CHOIX

**999\$**

### Procédés uniques

Le corps humain a été le point de départ pour la construction du modèle «Excellence». Afin de maximiser la qualité et la durabilité de l'Excellence, nos ingénieurs ont conçu spécialement pour vous une structure arquée.

Ce procédé unique à Rotec empêche l'affaissement du lit et répartit le poids uniformément.

De plus, un coussinet de nylon est introduit entre les pièces amovibles pour empêcher tout grincement lors de l'utilisation.

### Autres caractéristiques

- La base du lit est fabriquée de mélamine.
- Des pièces de métal en forme d'équerre sont installées aux quatre coins du lit afin de renforcer le châssis.
- Les mécanismes sont activés par un moteur de haute qualité de 1/8 force.
- Ce moteur permet une consommation en énergie minimale. Il est sans entretien et assure une sécurité thermique tout en ayant un état de marche silencieux.
- Ce vibromasseur est protégé par un isolant thermique.
- Le modèle l'Excellence répond avec fidélité aux normes de l'ACNOR.

### LE LIT ANDRÉ VIGER!

Un lit conçu pour toutes les situations thérapeutiques, donnant le confort et le bien-être aussi bien pour le malade que le bien portant.

MATELAS  
**HOUDE** inc.



FABRIQUÉ ET  
VENDU SUR PLACE

340, 10e Avenue sud, Sherbrooke  
822-0801

20169